

Une croissance soutenue jusqu'en 2008

Entre 2000 et 2008, la croissance¹ de la Guadeloupe est soutenue, à + 3,3 % en moyenne par an, traduite par une augmentation de 53 % de la richesse globale. Le pouvoir d'achat² par habitant progresse de 2,4 % par an, à un rythme inférieur à celui de la croissance par habitant (+ 2,9 % par an).

En 2009, impactée de plein fouet par la crise, la croissance s'effondre à - 6,7 %. Par la suite, entre 2009 et 2018, elle s'inscrit dans un processus de ralentissement et progresse au rythme de + 1,4 % en moyenne par an, avec une progression de 23 % de la richesse globale. Le pouvoir d'achat par habitant continue de progresser malgré tout, à + 1,9 % par an, à un rythme comparable à celui de la croissance par habitant (+ 2,1 % par an).

Entre 2010 et 2018, la croissance s'établit à + 1,4 % en moyenne annuelle au lieu de + 3,3 % avant la crise (- 1,9 point). La population est en baisse significative depuis 2012, au point qu'en 2017, elle repasse au-dessous du niveau de 2000. Ainsi, le PIB en volume par habitant évolue de + 1,9 % en moyenne par an après la crise au lieu de + 2,9 % avant la crise (- 1 point).

Rattrapage du PIB par habitant métropolitain

En 2018, le PIB par habitant guadeloupéen s'élève à 23 930 euros, soit la valeur atteinte en 2000 par le PIB par habitant de la France entière. Ces dernières décennies, la Guadeloupe a connu une croissance notable (plus de 3 % par an), plus soutenue qu'en France métropolitaine.

¹ La croissance représente l'évolution du PIB en volume (après neutralisation des prix).

² Voir les définitions dans la partie « Annexes ».

En l'espace d'une cinquantaine d'années, le PIB par habitant³ a été multiplié par cinq et n'a cessé de progresser, sauf entre 1979 et 1985, période de choc pétrolier.

Sur la période 2000-2015, la Guadeloupe est la région française qui affiche la plus forte croissance de son PIB par habitant après Mayotte : + 73 % au lieu de + 35 % au niveau national, signe d'un rattrapage avec la France métropolitaine. En effet, dans les années 1960, l'écart entre le PIB par habitant de la Guadeloupe avec la moyenne nationale était de l'ordre de deux tiers. Depuis, il ne cesse de s'amenuiser : en 2000, il est de 46 % et en 2018 de 32 %.

Comparée aux autres régions françaises, en 2015, la Guadeloupe enregistre un écart de 62 % par rapport à l'Île-de-France, région française la plus riche et un écart de 19 % par rapport aux Hauts-de-France, région métropolitaine la moins riche. Cet écart s'élève à 25 % par rapport à la moyenne des régions de province et à 27 % par rapport à la moyenne de l'Union européenne (29 700 euros / habitant). En termes de rattrapage par rapport à la moyenne nationale, la Guadeloupe devance La Réunion (écart de 36 % par rapport au PIB par habitant France entière), la Guyane (écart de 52 %), Mayotte (74 %), mais reste derrière la Martinique (28 %).

Un territoire riche dans son espace régional

Dans l'espace caribéen, la Guadeloupe apparaît comme une région riche, au même titre que la Martinique et la Guyane. Le PIB par habitant de la Guadeloupe est également supérieur à de nombreuses régions de l'Europe des 28 (cf. carte en annexe).

³ Lorsque ce n'est pas précisé, il s'agit d'évolutions en valeur. Si l'évolution est en volume, cela est mentionné.

L'Indicateur de Développement Humain (IDH) développé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), utilisé pour mesurer le niveau réel de développement d'un pays, positionne la Guadeloupe en tête du palmarès de la région Caraïbe en 2010, dans la catégorie des régions à « très haut niveau de développement ».

Une économie tournée vers la demande intérieure

La consommation finale représente 104 % du PIB en 2018⁴ (77 % en France), une part quasi-constante depuis les années 90 qui témoigne du caractère introverti de l'économie guadeloupéenne. Ce poids important est directement lié au faible poids des exportations (moins de 15 % du PIB, soit la moitié du taux France entière). Si le poids de la consommation finale reste stable, le partage entre ménages et administrations publiques évolue : la part liée aux ménages est en recul (- 7,2 points depuis 2000), compensée par la hausse de celle des administrations (+ 7,4 points depuis 2000).

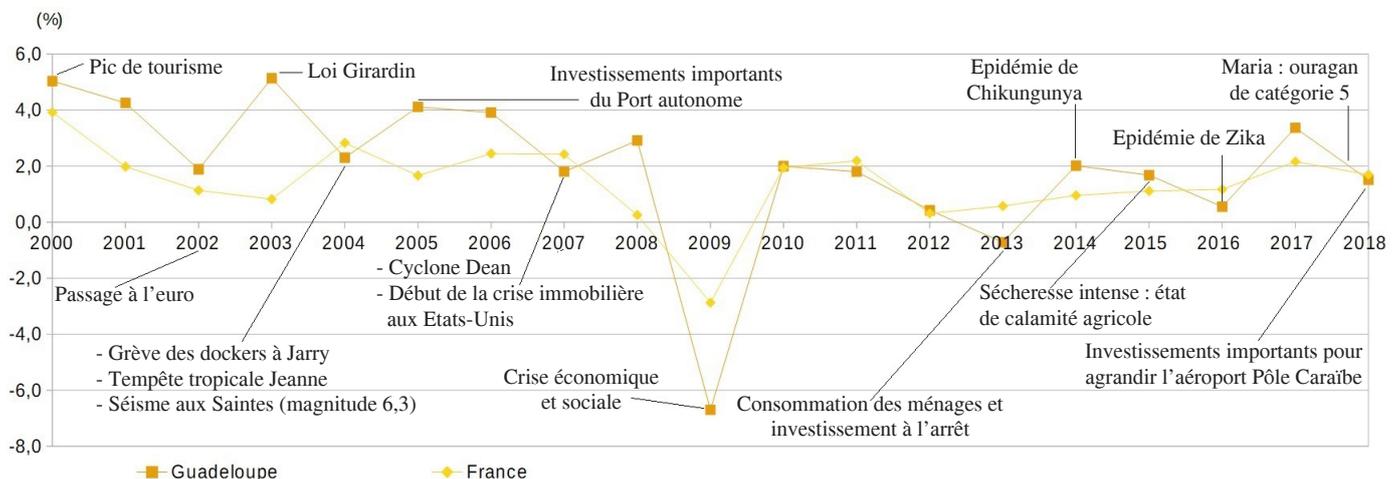
La part de l'investissement dans le PIB est en baisse progressive et passe de près d'un quart du PIB en 2000 à 17 % en 2018 (23 % en France), du fait d'une forte chute de l'investissement des sociétés non financières après la crise de 2009.

Les importations viennent répondre à la demande intérieure et représentent un tiers du PIB en 2018, comme en France. Cette part est en baisse de 7,6 points depuis 2000, en lien avec la moindre part de la consommation des ménages et de l'investissement depuis la crise de 2009.

⁴ Les importations sont comptabilisées en négatif dans le calcul du PIB, d'où des parts parfois supérieures à 100% pour les autres grands agrégats économiques.

1 La croissance guadeloupéenne suit la tendance nationale avec des variations plus marquées

Taux de croissance du PIB en volume de la Guadeloupe et de la France entière (%)



Source : Insee, comptes définitifs et comptes rapides

Entre 2000 et 2018, le PIB guadeloupéen croît en moyenne de 3,5 % par an. La consommation finale y contribue pour 3,7 points en moyenne, dont 2 points provenant de la consommation des administrations et 1,7 point de celle des ménages. Ces fortes contributions proviennent notamment du poids important de ces agrégats dans le PIB. Viennent ensuite l'investissement et les exportations avec des contributions respectives de 0,5 et 0,4 point. Les importations contribuent pour - 1,1 point.

De 1960 à 2008 : une croissance très dynamique

En 60 ans, le PIB a été multiplié par 10 (soit + 4,0 % par an en moyenne), avec une progression de moins en moins heurtée. Mais le rythme de cette croissance a varié et l'histoire économique des soixante-dix dernières années peut être déclinée en cinq grandes périodes :

■ **De 1960 à 1973:** la croissance guadeloupéenne est forte, à + 6,5 % par an en moyenne, supérieure à celle enregistrée par la France métropolitaine à l'époque (+ 5,1 %). Elle est caractérisée par la plus forte instabilité (écart-type de 3,3 points de croissance¹).

■ **De 1974 à 1985 :** pendant le second choc pétrolier (1979) qui s'avérera plus sévère que le premier, la croissance ralentit à + 1,1 % (+ 2,2 % pour la France), soit six fois moins que la période précédente avec une instabilité des évolutions plus faible que la période précédente (écart-type de 2,3 points de croissance).

■ **De 1986 à 1992:** retour à une croissance forte, à +5,9 % en moyenne (+ 3,3 % pour la France) et à une instabilité égale à la période précédente (écart-type de 2,3 points de croissance).

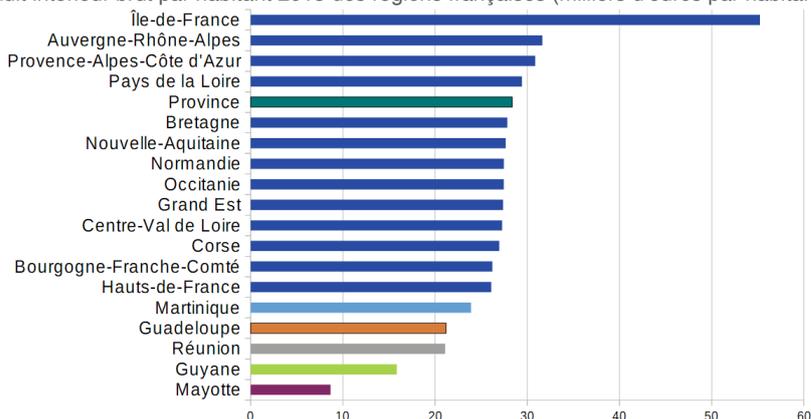
■ **De 1993 à 2000 :** la croissance est dynamique, à + 3,8 % en moyenne (+ 2,7 % pour la France), dans un contexte d'instabilité économique maîtrisée (écart-type à 1,1 point).

■ **De 2000 à 2008 :** léger ralentissement de la croissance, à + 3,3 % en moyenne (+ 1,9 % pour la France) dans un contexte économique stable (écart-type à 1,2 point).

¹ Les évolutions du PIB varient dans une amplitude de 3,3 points autour de la moyenne.

2 La Guadeloupe 2^e DOM du classement des PIB par habitant

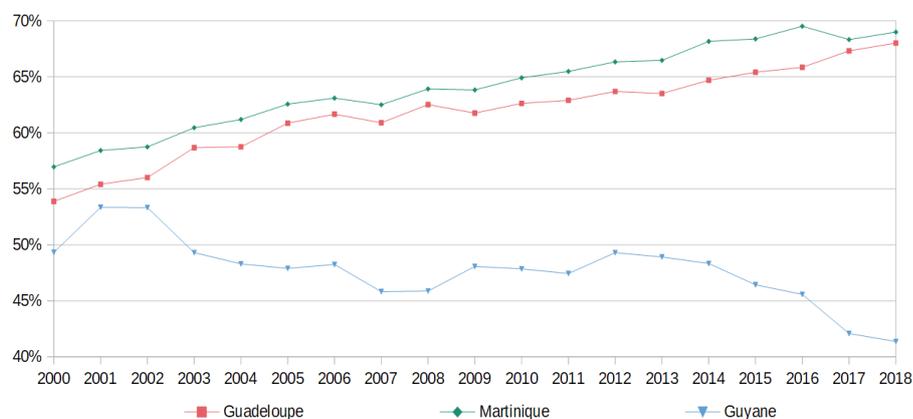
Produit intérieur brut par habitant 2015 des régions françaises (milliers d'euros par habitant)



Source : Insee, comptes économiques définitifs, comptes nationaux, recensement de la population.

3 Un rythme de rattrapage du PIB par habitant national plus rapide que ceux de la Martinique et de la Guyane

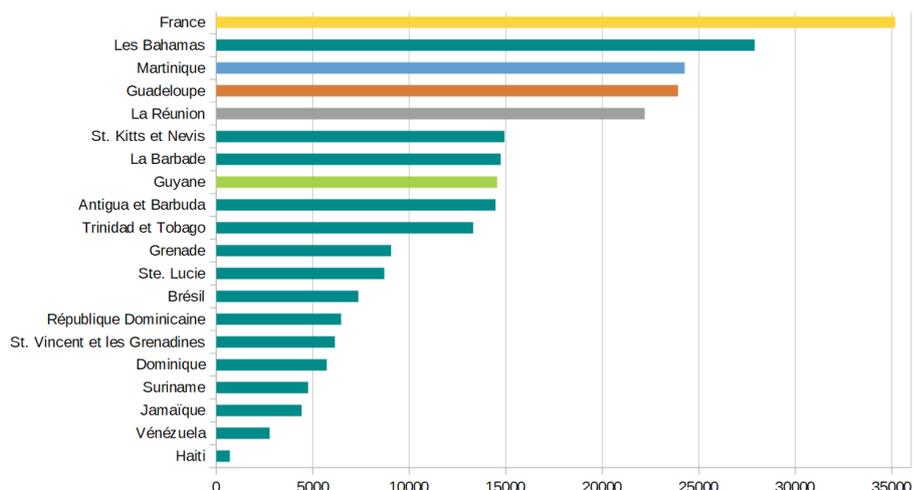
Evolution du PIB par habitant des 3 DFA en % de celui de la France



Source : Insee, comptes économiques définitifs, comptes nationaux, recensement de la population.

4 Le PIB par habitant des DOM vaut plus du double de la moyenne caribéenne

PIB par habitant en 2018 dans la Caraïbe, dans les DOM et en France (euros par habitant)



Source : FMI, Insee comptes économiques rapides, Insee : recensement de la population

De 2000 à 2008, en résumé

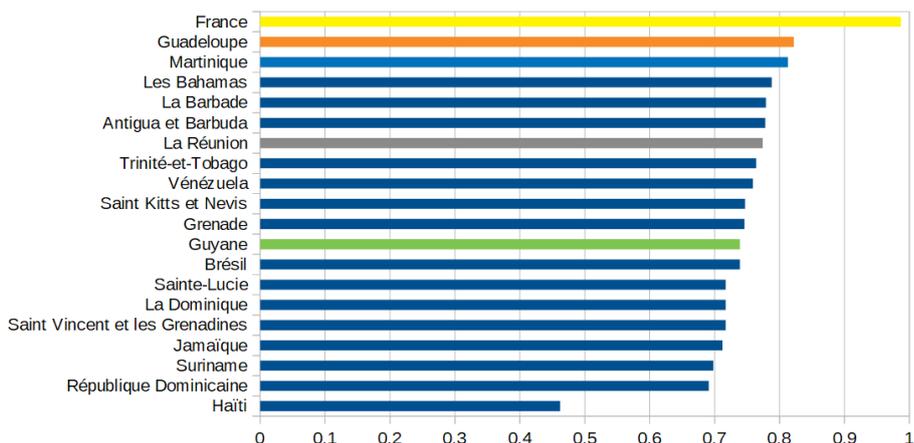
La Guadeloupe est la région française qui a connu la plus forte croissance au cours des années 1990. Le PIB par habitant a progressé de plus d'un quart sur cette période. On assiste à une forte utilisation des revenus sous forme de consommation finale mais également d'un niveau soutenu d'investissement. Au cours des années 2000, la Guadeloupe est le premier DOM en termes de vitesse de rattrapage du PIB par habitant par rapport au niveau national. Cependant la crise économique mondiale initiée en 2007 va porter un véritable coup de frein à l'économie, renforcée par la crise sociale locale. En 2009, la Guadeloupe entre en récession. Cette double-crise économique et sociale, affecte tous les pans de l'économie, en particulier le BTP.

L'Indicateur de développement humain (IDH)

L'Indice de développement Humain (IDH) est créé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) dans les années 1990. Cet indicateur a l'intérêt indéniable d'avoir réussi à concurrencer le seul critère du produit intérieur brut par habitant pour mesurer le développement en attirant l'attention sur ses aspects non-économiques. L'IDH est un indice sans dimension calculé comme la moyenne pondérée de 3 indicateurs : l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'instruction et le PIB par habitant à parité de pouvoir d'achat. Chaque indicateur est normalisé par rapport à une valeur théorique.

5 La Guadeloupe arrive en 38^e position mondiale de l'IDH en 2010

L'indice de développement humain en Guadeloupe, en France et dans la Caraïbe en 2010)



Source : PNUD, AFD

Le statut de région ultra-périphérique (RUP)

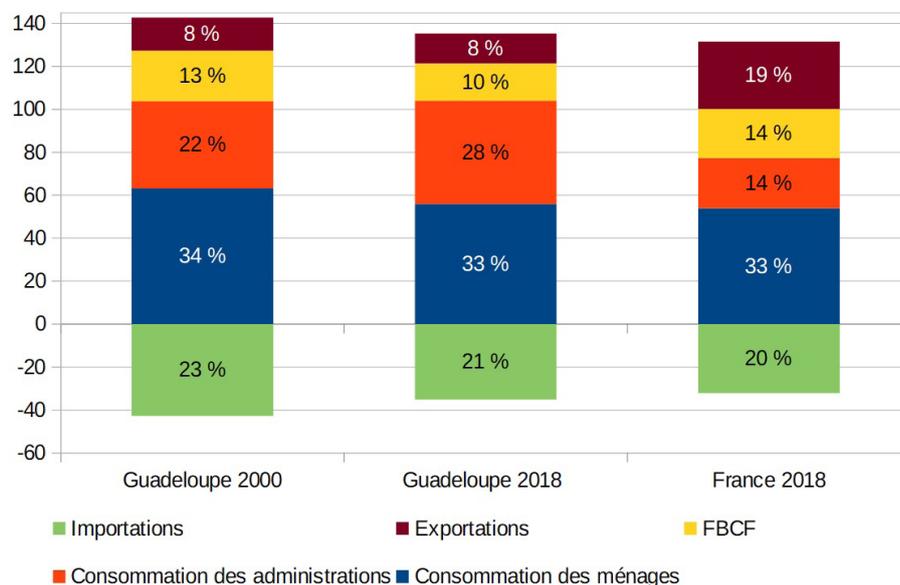
L'Union européenne (UE) compte neuf régions ultrapériphériques : les Canaries (Espagne); les Açores et Madère (Portugal) ; la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, La Réunion, Mayotte et Saint-Martin. Les RUP font partie intégrante de l'UE et, à ce titre, leur régime prévoit l'applicabilité de principe de l'ensemble du droit communautaire, mais avec certaines dérogations en lien avec les contraintes particulières de ces régions.

Le statut de RUP permet aux départements et collectivités d'outre-mer précités de bénéficier de soutiens financiers (fonds structurels) au titre de la politique régionale de l'UE et de son objectif de convergence qui vise à soutenir le développement structurel des régions les moins développées de l'Union. Cependant, si le statut de RUP permet de bénéficier de fonds structurels, l'application du droit communautaire peut en revanche créer des distorsions de concurrence par rapport aux pays voisins, pénalisantes pour le dynamisme économique de ces territoires.

En tant que département français, la Guadeloupe appartient à l'Union européenne, mais elle est également considérée comme une RUP. Par conséquent, la Guadeloupe bénéficie de mesures qui adaptent le droit européen et tiennent compte des handicaps de ces régions : faible taille de marché, intégration faible dans la zone caraïbe, éloignement par rapport à la France métropolitaine. Les travaux engagés dans le cadre d'Eurisles (European Island System of Links and Exchanges) ont permis d'évaluer un éloignement "virtuel" qui intègre des temps de transport routier et maritime pour le fret ainsi que les ruptures de charge. Ces travaux révèlent que la Guadeloupe se trouve presque 3 fois plus éloignée du centre de l'Europe (soit à un peu plus de 20 000 km virtuels de Maastricht) que ne l'indique la seule géographie physique.

6 Les importations se contractent, conséquence d'une demande en retrait

Poids dans le PIB des grands agrégats macro-économiques (%)



Source : Insee, comptes économiques définitifs et comptes nationaux ; Cerom, comptes rapides

7 La consommation finale principale contributrice au PIB en Guadeloupe et sur la France entière

Evolution moyenne du PIB par an (%) et contributions moyennes des composantes du PIB (points) sur 2000-2018

| | Guadeloupe | France |
|--|------------|--------|
| Produit intérieur brut | 3,5 | 2,8 |
| Consommation finale | 3,7 | 2,2 |
| dont consommation finale des ménages | 1,7 | 1,5 |
| dont consommation finale des administrations | 2,0 | 0,7 |
| Investissement | 0,5 | 0,7 |
| Variations des stocks | 0,03 | 0,02 |
| Soldes commerce extérieur | -0,8 | -0,2 |
| dont exportations | 0,4 | 1,1 |
| dont importations | -1,1 | -1,2 |

Source : Insee, comptes nationaux et comptes économiques définitifs ; Cerom, comptes rapides,